



Le ministère de l'économie et des finances annonce les premiers éléments du projet de loi de Finances

PLF 2017 : Le Maroc tablera sur une croissance de 4,5%

Mohamed Badrane
mbadrane@aujourd'hui.ma

Pour atteindre ce taux de croissance, le gouvernement s'attend notamment à une campagne agricole et une récolte céréalière «moyennes».

Les premiers chiffres du PLF (projet de loi de Finances 2017) sont dévoilés. Le ministère de l'économie et des finances laisse filtrer les premières données relatives au dernier projet de budget du gouvernement actuel à quelques jours de la fin de son mandat. Après un exercice 2016 plutôt difficile, les responsables sont aujourd'hui plus optimistes. Le gouvernement va ainsi tabler sur un taux de croissance de 4,5% pour 2017 alors que la croissance durant l'exercice en cours ne doit pas dépasser les 1,2% selon plusieurs sources officielles, notamment Bank Al-Maghrib (BAM) et le Haut-Commissariat au Plan (HCP). Pour atteindre ce taux de croissance, le gouvernement s'attend notamment à une campagne agricole et une récolte céréalière «moyennes». C'est une source au sein du département de Mohamed Boussaid qui a dévoilé ces premières informations sous couvert d'anonymat alors que l'Exécutif se penche actuellement sur l'élaboration de son dernier projet de budget en concertation avec les acteurs concernés. L'autre information véhiculée par la même source concerne le déficit budgétaire qui devrait poursuivre une tendance baissière l'année prochaine. Ainsi, le projet de loi de Finances va tabler sur un déficit de 3% alors que les responsables veulent contenir le déficit budgétaire au cours de l'exercice en cours à 3,5%. Le pays espère gagner en une année 0,5% point dans le déficit en poursuivant les réformes structurelles. Après une année 2012 très difficile où le déficit budgétaire avait atteint des records en raison d'une conjoncture internationale très sensible, le Maroc a mené des réformes pour remonter la pente. Il a notamment été question de réformer la Caisse de compensation sans oublier la réforme des retraites qui vient d'entrer en vigueur. L'année prochaine devrait connaître la poursuite de ces réformes sous la conduite du prochain gouvernement pour atteindre l'objectif annoncé

de 3% de déficit. Il faut préciser que les élections législatives prévues le 7 octobre prochain vont déboucher sur une nouvelle majorité et donc une nouvelle équipe gouvernementale. Celle-ci devra mener à bon port le projet de loi de Finances préparé par le gouvernement sortant. Le futur Exécutif aura ainsi la tâche délicate de défendre un projet de loi de Finances préparé par une autre équipe. C'est la raison pour laquelle les observateurs s'attendent à un retard dans l'adoption du PLF 2017 par le Parlement même si le prochain gouvernement aura la possibilité d'ouvrir les crédits nécessaires pour le fonctionnement de l'Etat en attendant l'entrée en vigueur du budget. Pendant ce temps, les préparatifs suivent leur chemin. D'autres détails seront communiqués au cours des prochaines semaines. Pour le moment, le ministère de l'économie et des finances s'est contenté de dévoiler à l'agence de presse internationale Reuters les prévisions 2017 pour le taux de croissance et le déficit budgétaire.

A noter enfin que le chef de gouvernement avait adressé en août dernier la traditionnelle lettre de cadrage du PLF où il est question de maintenir le cap des réformes (voir encadré P5).

“

Le projet de loi de Finances va tabler sur un déficit de 3% alors que les responsables veulent contenir le déficit budgétaire au cours de l'exercice en cours à 3,5%.

2016, un exercice difficile

L'année en cours sera marquée par une baisse sensible du taux de croissance. Le gouvernement actuel terminera son mandat sur un taux de croissance d'un peu plus de 1%. Bank Al-Maghrib (BAM) et le Haut-Commissariat au Plan (HCP) étaient les premiers à revoir à la baisse les prévisions de croissance pour l'année

budgétaire en cours. La publication de ces chiffres avait d'ailleurs provoqué une polémique. Mais au final, le ministère de l'économie et des finances avait à son tour revu ses prévisions pour la croissance en 2016. Malgré une bonne performance des métiers mondiaux, la croissance nationale va pâtir d'une faible pluviométrie, ce qui

va impacter les récoltes. Mais les responsables comptent sur les réformes structurelles menées par améliorer les indicateurs macroéconomiques. Le gouvernement veut ainsi relever le pari au niveau du déficit. L'objectif d'un déficit de 3,5% sera probablement atteint durant l'exercice budgétaire en cours.



PLF 2017: La note de cadrage fixe les priorités



Dans la note d'orientation du projet de loi de Finances (PLF) 2017, le chef de gouvernement avait annoncé l'objectif de réduire le déficit budgétaire à 3%. Il est également question pour le gouvernement actuel de poursuivre le redressement des équilibres macroéconomiques.

Pour ce faire, l'Exécutif annonce la mise en œuvre d'une nouvelle approche, notamment dans la gestion des projets d'investissements publics, dès le prochain exercice budgétaire. Par ailleurs, la note de cadrage a fixé quatre objectifs prioritaires. L'Exécutif veut premièrement favoriser l'industrialisation et l'export. Ensuite, il est question de renforcer la compétitivité économique. Enfin, le gouvernement espère encourager l'investissement privé et promouvoir les instruments de gouvernance. Dans le volet des dépenses d'équipement, l'objectif affiché du gouvernement sera de rationaliser les frais liés à la gestion de l'administration. S'agissant des recrutements, le gouvernement demande à l'administration publique de se limiter au strict minimum.